



Eric Pinon
Président de l'AFG

EDITO

Après le succès de sa première édition en 2016, l'Association Française de la Gestion financière a organisé ses deuxièmes Assises Européennes de la Gestion le 11 octobre 2017 sur « La Gestion d'Actifs durable et responsable face au défi d'un monde qui change ».

L'industrie française de la gestion d'actifs est la première en Europe continentale pour la gestion financière, avec 3 800 milliards d'euros sous gestion. Au sein de ses 630 sociétés de gestion, 4 groupes français figurent parmi les 20 premiers groupes de gestion mondiaux. Plus de 500 milliards d'euros sont gérés pour des clients internationaux.

Nous avons décidé de dédier cette année nos Assises à l'investissement responsable, car nous croyons qu'il est le futur de notre industrie et que l'Europe a l'opportunité de montrer la voie à suivre au reste du monde dans ce domaine.

Au niveau mondial, l'investissement responsable représente déjà 250 milliards d'euros d'actifs sous gestion et constitue le segment le plus dynamique en termes de croissance. Plusieurs fonds de pension et même des gestionnaires d'actifs ont déclaré que leurs portefeuilles étaient - ou seraient d'ici trois ans - 100 % ESG compliant.

Assises Européennes de la Gestion *European Congress of Asset Management*

MERCREDI 11 OCTOBRE 2017

CCI Paris - Ile de France, Paris

La Gestion d'Actifs durable et responsable
face au défi d'un monde qui change

Les investisseurs institutionnels et les gestionnaires français sont à la pointe de ce développement sur un grand nombre de plans.

L'article 173 de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte de 2015 impose à nombre d'institutions françaises des obligations de *reporting* sur leur prise en compte des critères ESG et sur l'empreinte carbone de leurs portefeuilles. La plupart des gestionnaires d'actifs français ont signé les Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies. L'article 173 et l'accord issu de la COP 21 ont conduit un certain nombre d'entre eux à développer des schémas d'investissement innovants prenant en compte l'impact climatique. Un label ISR a été développé par le gouvernement français pour promouvoir les fonds socialement responsables auprès de nos clients. Plus de 120 fonds ont déjà obtenu ce label en 2017.

L'ESG et l'investissement responsable sont capitaux pour la place financière de Paris. Deux importantes conférences se tiendront à Paris en décembre 2017 et l'AFG les soutient pleinement :

- les 6 et 7 décembre, l'International Corporate Governance Network-ICGN tiendra sa conférence européenne annuelle à Paris,

- le 11 décembre, la troisième édition du Climate Finance Day se tiendra à Paris, à l'initiative de Paris-Europlace et de Finance for Tomorrow auxquels l'AFG participe activement. Elle se déroulera juste avant le Sommet pour le Climat organisé par le gouvernement français pour célébrer le deuxième anniversaire de l'accord de Paris.

L'Europe a l'opportunité de montrer la voie à suivre en favorisant, par des réglementations adaptées et incitatives, un marché unique de l'investissement responsable qui serait unique au monde. Ceci apporterait de nombreux avantages pour la stabilité financière. Ceci attirerait également de nouvelles générations d'épargnants vers des placements en actions et des investissements de long terme et enfin, ceci aurait une incidence positive sur le comportement des entreprises qui devront prouver à leurs actionnaires, leurs salariés et leurs partenaires qu'elles agissent en faveur de la planète et développent des stratégies de croissance durable.

L'industrie de la gestion d'actifs sera au cœur de ces développements, démontrant son utilité non seulement pour les investisseurs et les épargnants, mais pour la société dans son ensemble.



LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA GESTION RESPONSABLE : INVESTIR POUR UNE CROISSANCE DURABLE

Jean-Louis Laurens, Ambassadeur de la Gestion d'Actifs française pour l'AFG, animait cette table ronde, entouré de Noël Amenc, Professeur de Finance, Directeur du Développement de l'EDHEC Business School et CEO d'ERI Scientific Beta, Janwillem Bouma, Président de PensionsEurope, Philippe Desfossés, Directeur de l'ERAFP, Christian Thimann, Président du Groupe d'Experts de haut niveau sur la finance durable de la Commission Européenne et Shelley Yang, Directeur exécutif de Haitong Bank.

L'investissement socialement responsable se développe très rapidement. Le concept connaît aujourd'hui un effet de maturation, faisant apparaître de nouvelles notions comme l'*impact investing*, observe Jean-Louis Laurens. Une forte demande se fait sentir, de la part des investisseurs institutionnels comme des particuliers, notamment ceux qui appartiennent à la génération Y. Mais que sait-on de leurs attentes en matière de retour sur investissement ?

Christian Thimann a rappelé la triple dimension de la finance durable - économique, sociale et environnementale. Il appelle à voir dans cette finance durable non pas une révolution mais une évolution, et affirme la nécessité de disposer d'une taxonomie afin de définir les produits : obligations vertes, obligations fiduciaires... Pour sa part le Groupe d'Experts a élaboré un questionnaire afin de parvenir à des définitions communes.

Janwillem Bouma s'est félicité des travaux menés par le Groupe d'Experts, tout en rappelant que les fonds de pension intègrent d'ores et déjà les critères ESG dans leurs investissements. « Aux Pays-Bas, une taxonomie des

investissements a été mise en place. Des approches différentes existent selon les pays, suivant la taille des marchés, le rôle des partenaires sociaux, et il faut tenir compte de ces différences nationales ».

« Les gérants s'efforcent d'améliorer la composition des portefeuilles qui leur sont confiés en intégrant des investissements davantage responsables » observe Philippe Desfossés. Mais l'objectif d'un fonds de pension est d'investir pour verser des bénéfices à des individus dans la durée. Les fonds de pension doivent donc arbitrer entre offrir un rendement élevé à court terme ou assurer un investissement durable.

En Chine, les investisseurs particuliers appartiennent très majoritairement à la génération des *millennials*, note Shelley Yang. Ces nouvelles générations, tournées vers une économie virtuelle et très intéressées par la finance responsable, vont influencer sur notre façon d'investir.

Du point de vue académique, il est encore trop tôt pour se prononcer sur la place que devrait occuper l'investissement responsable dans l'univers de la gestion, relève Noël Amenc, les données disponibles étant encore trop limitées. Les investisseurs recherchent à la fois un retour sur investissement à court terme et la prise en compte de critères ESG. A long terme, il est nécessaire de tenir compte de la logique économique, au-delà du seul critère de rendement.

Tous s'accordent sur la nécessité de disposer de plus d'informations de la part des émetteurs, afin d'établir des indicateurs de référence et de construire une approche à long terme, et de mener une action concertée fédérant l'ensemble des acteurs, émetteurs, gestionnaires et régulateurs.

Jean Tirole,

Prix Nobel d'Economie et Président de Toulouse School of Economics

Qu'est-ce que l'*asset management* socialement responsable ? Place-t-il les parties prenantes dans une situation de *win-win*, dans laquelle les investissements devenus socialement responsables se révéleraient plus rentables, ou bien impose-t-il de sacrifier une partie des profits espérés afin de mieux se comporter ?

L'investissement socialement responsable implique d'adopter une vision durable de l'entreprise. Or dans divers domaines, nous observons une vision court-termiste de la part du management, ne permettant pas de maximiser ce que l'on dénomme en économie le « profit intemporel ». Souvent, les comportements adoptés mettent en danger le bien-être des parties prenantes - pollution, destruction d'emplois, etc. Nous devons encourager la notion d'économie durable. Cette position n'est pas incompatible avec la maximisation du profit, au contraire. On observe une corrélation entre comportement durable des entreprises et maximisation des profits à long terme. L'*asset manager* socialement responsable doit donc exercer une voix au sein des instances de gouvernance et attirer l'attention sur les décisions trop orientées sur le court terme.

L'investissement socialement responsable fait face à plusieurs défis. L'effort que nous sommes prêts à consentir sera-t-il suffisant ? Jusqu'où l'investisseur est-il prêt à





Christophe Cuvillier,
Président du Directoire d'Unibail-Rodamco

Unibail-Rodamco est le leader européen de l'immobilier commercial, présent dans 11 pays de l'Union européenne avec un portefeuille d'actifs de 42,5 milliards d'euros au 30 juin 2017, comprenant des centres commerciaux, des immeubles de bureaux et de grands sites d'exposition. Coté à Paris et Amsterdam, son actionnariat est essentiellement « flottant », constitué majoritairement de fonds d'investissement et de fonds de pension internationaux.

La société figure parmi les pionniers en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), déployant depuis dix ans une stratégie volontariste en matière environnementale et en matière d'équité sociale, s'alignant sur les meilleurs standards internationaux en matière de gouvernance. Elle figure dans tous les grands indices ISR et a obtenu le label *Green Star* du *Global Real Estate Sustainability Benchmark*, organisme international indépendant spécialisé dans l'évaluation des performances durables de portefeuilles immobiliers.

Le premier plan lancé en 2007 visait les scopes 1 et 2 des émissions carbone, et a concerné la baisse de

consommation d'énergie qui a été divisée par 2 la première année.

En 2016, dans le prolongement de l'accord de Paris sur le climat, le Groupe a lancé un vaste programme intitulé « *Better Places 2030* », avec entre autres l'objectif de réduire de 50% notre empreinte carbone. Ce nouveau projet est étendu cette fois au scope 3 - intégrant l'activité des parties prenantes - avec pour ambition de concerner la totalité des collaborateurs dans leurs comportements quotidiens, en incluant nos prestataires.

La communauté financière est tenue informée des progrès via la communication financière trimestrielle ainsi que des *roadshows*, et par l'engagement même de la société, fondé sur des indicateurs mesurés dans la durée. L'un des engagements pris consiste à assurer l'« isoperformance financière » du groupe. La tenue de *roadshows* spécifiques sur l'ISR nous permet de mieux comprendre les attentes des investisseurs, de suivre leurs exigences et leurs aspirations.



Didier Kling, *Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France*

Didier Kling a introduit cette manifestation en saluant la contribution majeure apportée par l'industrie de la gestion financière au développement de la Place

financière et de la Région.

En introduisant davantage de fluidité dans les circuits économiques, elle favorise le développement des entreprises. Mais la Chambre elle-même est aussi acteur de ce développement, a-t-il souligné, comme en témoigne sa participation à la mise en place des Euro PP, aux côtés de la Banque de France.

Un sujet commun rassemble aujourd'hui les représentants de la Chambre et notre industrie : le Brexit. La région Paris Ile-de-France dispose de tous les atouts nécessaires pour attirer tous ceux qui souhaiteraient s'implanter sur notre territoire, que ce soit par sa capacité d'accueil - en termes de bureaux comme de logements - ou par la qualité de son offre en matière d'éducation.

Les travaux conduits par les gestionnaires d'actifs en faveur de l'investissement responsable devraient contribuer à renforcer son attractivité.

DÉVELOPPER UN MARCHÉ EUROPÉEN UNIQUE POUR UNE GESTION D'ACTIFS RESPONSABLE

Inès de Dinechin coordonnait ce débat, entourée de Verena Ross, Directeur exécutif de l'ESMA, Nicolas Calcoen, Vice-Président de l'EFAMA, Robert Ophèle, Président de l'AMF et Fausto Parente, Directeur exécutif de l'EIOPA.

L'ESMA porte une grande attention à la durabilité des marchés financiers, a affirmé Verena Ross. Ses contributions récentes sur ce sujet ont permis de préciser les engagements ESG pris par les acteurs dans le cadre de PRIIPs, de détailler les mesures concernant les impacts sociaux et leur financement dans l'élaboration et la mise en œuvre des fonds EuSEF et d'apporter des clarifications sur les *reportings* non financiers notamment.

Robert Ophèle s'est félicité de ces actions et a rappelé que l'AMF a elle-même pris des initiatives sur ces sujets. En 2010, elle



s'est intéressée aux sociétés cotées, puis en 2015 aux OPC. Elle publiera fin 2017 un nouveau rapport qui tiendra compte des évolutions réglementaires survenues depuis lors. Ce nouveau bilan rendra compte des avancées déjà réalisées et des progrès à accomplir. Le *benchmark* fera notamment l'objet d'une réglementation nouvelle en 2018. Une plus grande attention devra également être portée à l'éducation de l'investisseur.

Nicolas Calcoen a confirmé la forte demande des investisseurs. Interlocuteur des législateurs et des consommateurs, l'EFAMA mène depuis

2010 un travail de clarification de la terminologie dans une optique de convergence.

EIOPA est très intéressée par ces questions car elles concernent les investissements de long terme, a souligné Fausto Parente. Les réflexions à venir auxquelles il souhaite contribuer devront tenir compte de l'exigence d'un alignement en matière de capital. Différentes classes d'actifs sont concernées, et les recommandations devront être adaptées à chaque type d'investissement. Disposer d'une terminologie précise aidera les investisseurs à s'impliquer davantage sur ces sujets.



Benjamin Griveaux, *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances*

En matière de financement de l'innovation, il apparaît important de développer une offre en *equity* pour les jeunes entreprises innovantes ayant besoin de se financer en fonds propres. Pour ce faire, la mobilisation de l'épargne des Français constitue un enjeu majeur.

Je me félicite du positionnement favorable des FinTechs françaises sur la scène internationale, qui tient au talent de nos entrepreneurs, mais aussi à l'engagement

précoce et énergique de l'Etat. Le gouvernement entend créer une sécurité juridique tout en permettant à l'innovation de se développer. Consolider le *leadership* de nos FinTechs est primordial pour l'attractivité de la place financière de Paris.

Depuis la crise financière, les attentes des épargnants et des investisseurs s'accroissent. Il convient de donner davantage de sens aux produits financiers tout en garantissant leur rentabilité. La volonté de progresser dans la prise en compte des enjeux environnementaux,

sociaux et de gouvernance s'affirme. La création du label « Investissement socialement responsable » donne une impulsion extraordinaire à cette aspiration. Je salue cette initiative, qui permet à nouveau à la France de se démarquer au niveau européen. La gestion d'actifs est un des fleurons de l'industrie financière française. Vous êtes un maillon essentiel de notre politique économique et du financement de notre appareil productif. Je vous réaffirme mon souhait que votre excellence vous ouvre grandes les portes des marchés européens et internationaux.

Retrouvez l'intégralité des débats et interventions sur notre site internet : www.afg.asso.fr/evenement/assises-2017



41, rue de la Bienfaisance
75008 Paris
Tél. 01 44 94 94 00
www.afg.asso.fr

Directeur de publication : Pierre Bollon
Rédactrice en chef : Alexandra Imbert
Rédactrice en chef adjointe : Sylvie Aubry
Création et Maquette : Sabine Charrier
Imprimeur : AFG - N° ISSN : 2262-8061